



CHAPITRE 50

Loi autorisant des prêts à certains
pêcheurs commerciaux

[Sanctionnée le 17 juillet 1970]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

Prêts autorisés pour cause de pollution.

1. Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche peut, au cours de l'exercice financier 1970/1971, consentir un prêt, avec ou sans intérêt, aux conditions qu'il juge opportunes, en faveur d'une personne engagée dans une exploitation de pêche commerciale qui doit cesser cette exploitation en 1970 par suite d'une décision du ministre ou d'une autre autorité gouvernementale compétente, en raison de la contamination du poisson résultant de la pollution des eaux.

Id., à certains commerçants.

Il peut aussi, dans les mêmes circonstances, consentir un prêt à une personne exerçant un commerce qui dépend directement d'une telle pêche.

Recours conjoints.

2. Le ministre de la justice peut se joindre à un ou plusieurs emprunteurs dans les recours que ceux-ci peuvent exercer contre les tiers responsables des dommages qu'ils subissent dans leurs activités commerciales, en raison de la pollution des eaux.

Entente autorisée.

3. Le ministre du tourisme, de la chasse et de la pêche peut, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure une entente avec le gouvernement du Canada pour l'application de la présente loi.

CHAPTER 50

An Act to authorize loans to certain commercial fishermen

[Assented to 17th July 1970]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

1. During the fiscal year 1970/1971, the Minister of Tourism, Fish and Game may make a loan, with or without interest, on such conditions as he deems expedient, to any person engaged in a commercial fishing undertaking who must cease engaging in such undertaking in 1970 in consequence of a decision of the Minister or any other competent governmental authority by reason of the contamination of fish resulting from water pollution.

Loans authorized by reason of pollution.

Under the same circumstances, he may also make a loan to a person engaged in a trade directly dependent upon such an undertaking.

Id., to certain traders.

2. The Minister of Justice may join one or more borrowers in the recourses which they may exercise against the third parties responsible for the damage they sustain in their commercial activities by reason of water pollution.

Joinder of recourses.

3. The Minister of Tourism, Fish and Game, with the authorization of the Lieutenant-Governor in Council, may make an agreement with the government of Canada for the application of this act.

Agreement authorized.

Païement
des
dépenses.

4. Les dépenses encourues pour l'application de la présente loi sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

4. The expenses incurred for the application of this act shall be paid out of the consolidated revenue fund.

Payment
of expenses.

Entrée en
vigueur.

5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

5. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.